

Nouvelles de Suisse.

Zurich, 10 août.

Mier, les députés de Berne ont quitté Zurich précipitamment. La cause de ce départ n'est pas un mystère : aujourd'hui même, devaient se réunir à Berne les comités de district de la fameuse ligne populaire. L'événement est bien de nature à inspirer de l'inquiétude au gouvernement de ce canton.

Tandis que la ligne populaire débattait à Berne, c'est-à-dire au moment même où je vous écris, le comité des corps-francs est réuni à Zoffingue. Zoffingue est cette petite ville du canton d'Argovie, sur la frontière de Lucerne, qui leur a servi de quartier général, et d'où ils sont partis pour leur mémorable expédition. M. Steiger et Boschenstein sont à Zoffingue.

C'est aujourd'hui pareillement que le canton de Vaud est appelé à voter sur la nouvelle constitution sortie des blucubrations de M. Druey et de ses collègues.

Ainsi, en ce moment même, la moitié de la Suisse est sur pied.

Lausanne, 8 août.

Plusieurs conseillers d'état radicaux parcourent le canton pour s'efforcer de faire accepter la nouvelle constitution et ils proclament partout (voyant bien que le peuple ne se fait pas illusion sur ce pitoyable travail) que le projet de cette constitution plongera le pays dans la plus affreuse anarchie.

On lit à ce sujet dans le *Courrier suisse* :

Qu'on n'oublie pas que nous vivons toujours sous la constitution de 1831, que cette constitution n'est pas encore abolie. D'où viendrait cette anarchie? Certes, ce n'est pas du parti conservateur libéral, qui ne veut que l'ordre et la légalité, ni des radicaux sérieux, qui savent très bien que par ce moyen ils perdraient tout. Quant à la petite minorité, à qui l'envie ne manque pas de provoquer des désordres de toute espèce, pour parvenir, comme on dit, à pêcher en eau trouble, elle sait fort bien aussi qu'elle rencontrera la plus terrible résistance. C'est précisément elle qui, à son grand dépit, croit le moins à cette anarchie dans le cas où la nouvelle constitution serait rejetée.

Nouvelles de Portugal.

Liabonne, 2 août.

Le programme de l'opposition contient en résumé ce qui suit :

La charte est un mensonge. Il faut diminuer les prérogatives de la royauté parce qu'elles sont préjudiciables au bien public. La chambre des pairs doit être mise sur la même ligne que celle des députés. Il faut rétablir la loi électorale de 1837, faire une nouvelle division ecclésiastique; rétablir la garde nationale sur son ancien pied; régulariser l'armée de manière qu'elle ne soit pas incompatible avec la liberté et les ressources du trésor. Le manifeste de l'opposition annonce en outre que l'on réclamera les emplois publics d'un tiers. Qu'on régularise l'avancement; le roi, la reine et les infans ont des dotations que le trésor ne peut pas payer; bientôt les revenus publics seront absorbés par la liste civile; il conviendrait que la reine et les infans fassent un sacrifice et donnent au pays l'exemple de dévouement; c'est ainsi que les citoyens trouveront moins onéreuses les charges qui pèsent sur eux.

Une amnistie large et complète rendrait leur patrie, leurs biens, leurs titres d'honneur aux exilés politiques. Que l'opposition arrive au pouvoir et l'on n'exceptera de l'amnistie que les ministres actuels et leurs partisans et complices. L'opposition ne peut sous-crire au châtiment qu'elle a mérité, une faction antidémocratique. Ce sera une leçon utile pour l'avenir. Toutefois les chefs de l'opposition sont convaincus qu'ils ne sauraient réussir à l'aide d'un mouvement, et ils s'attachent à tirer le meilleur parti possible des élections. Il faut espérer que M. Costa Cabral ne laissera pas ses ennemis opérer la réforme électorale pour l'Espagne, dont les partis révolutionnaires s'entendent mieux que jamais. La situation des deux pays offre une grande analogie. Dans l'un et l'autre il y a un gouvernement fort, mais qui n'a pu encore faire rentrer dans les voies légales les révolutionnaires.

Une autre correspondance du Portugal dit que les ennemis du gouvernement, n'ayant pu réussir à entraîner les électeurs dans leur parti en employant les séductions et les promesses, ont résolu d'employer des moyens violents pour arriver à leur but. A Sinfals, Braga, Castello, Branco, Evora, Aveiro, Oliveira de Bragança, Villa-Nova, Degaza, Oliveira de Frades, Rusaacor, Oporto, Villa Nova de Famelizas, Moz et dans plusieurs districts de Braga, on a incendié, on a assassiné, on a pris des cris séditieux, et les autorités sont obligées de déployer la plus grande vigilance pour que la révolte ne s'étende pas. Beaucoup de citoyens frappés de terreur n'ont pas osé aller aux élections, et il y en a beaucoup qui, étant menacés, votent contre leurs convictions.

Un certain Joaquín Pinedo Montenegro a organisé et commandé une bande d'assassins incendiaires composés de Portugais et d'Espagnols qui proclament que leur mission est de persécuter et d'exterminer tous les électeurs qui votent en faveur du gouvernement; sur plusieurs points les anarchistes se sont présentés armés, la dévastation a été au loin, mais les élections n'ont pas été interrompues par ces bandes qui expieront certainement leurs crimes. Comme cause de cet état d'anarchie on signale l'impunité dont jouissent les auteurs de crimes les plus atroces; par suite de la négligence de certains juges. Un parti qui accepterait de pareils défenseurs serait le jour où il aurait le pouvoir, le fléau de toutes les familles et entrainerait la ruine de toutes les institutions.

Nouvelles d'Espagne.

Madrid, 8 août.

Voici, d'après un bulletin de St. Sébastien, arrivé aujourd'hui, le programme du prochain mouvement de la cour. La reine quittera St. Sébastien le 16 août pour se rendre à Mondragon; elle y prendra les eaux de Santa-Aguada. S. M. devant prendre 9 bains, le séjour de la reine à Mondragon se prolongera jusqu'au 25 août. La reine partira ensuite pour Bilbao et de là elle ira à Pampelune où elle recevra S. A. R. le duc de Nemours vers le 30 septembre.

On dit que les ministres résidents à Paris partiront du 20 au 22 (cette date paraît être trop rapprochée pour être exacte) pour se rendre à Pampelune. Le but de la reine ne saurait être autre que l'intention de faire honneur aux princes français qui doivent venir visiter S. M.

Quelques troupes ont aujourd'hui quitté la capitale se rendant dans les provinces. Il est parti aussi desfourgons chargés d'objets nécessaires pour la réception des princes français; ces fourgons s'acheminent à Pampelune.

On croit que la division expéditionnaire qui de Cuenca se dirigeait à Madrid et devait y arriver aujourd'hui, a suspendu sa marche. On croit qu'elle se rend en Navarre; du moins est-il assuré que le régiment de St-Ferdinand, le seul régiment d'infanterie de cette division, doit s'y rendre. Toutefois cette nouvelle mérite confirmation.

Quelques personnes assurent que le décret de convocation des Cortès paraîtra à la fin de ce mois dans la *Gazette*. Les sénateurs auront été nommés avant cette époque. Les premières lois dont les Cortès auront à s'occuper, seront la loi électorale et la loi de la liberté de la presse. *El Castellano* appréciant d'avance cette session, prétend qu'après le vote des deux lois et l'autorisation accordée au gouvernement pour toucher les impôts jusqu'à ce que les Cortès aient voté le budget; il viendra de dissoudre le congrès et de procéder immédiatement aux élections conformément à la loi électorale. La représentation nationale conforme alors aux dispositions de la constitution de 1845, pourrait être réunie en mars ou en avril et se livrer à la discussion des budgets pour l'année 1845. Ce serait une manière de procéder très-constitutionnelle.

La *Gazette* publie aujourd'hui une dépêche de l'ambassadeur d'Espagne en Portugal : cette dépêche annonce que les navires venant du Midi de l'Espagne et de la France seront admis à libre pratique, sans quarantaine préalable, dans les ports de Portugal.

La direction du trésor a reçu l'ordre d'effectuer un paiement aux classes actives et passives des créanciers de l'état. De semblables évènements sont si rares, que nous annonçons celui-ci à grand bruit, soit pour consoler et donner du courage aux personnes intéressées, soit pour que le reste de la nation célèbre ce phénomène. M. le ministre des finances, pour effectuer le paiement annoncé, a dû recourir à la banque de saint Ferdinand, et la supplier de lui avancer 14 millions à compte de la consignation de septembre!... La banque a bien voulu accéder à la demande du ministre, et paiera les traites tirées sur cet établissement jusqu'à la concurrence de la susdite somme. Mais on peut préjuger qu'en raison de l'anticipation qu'a dû demander le ministre et du déficit mensuel que laissent les 60 millions qu'il reçoit de la banque, le 4^e et dernier paiement que M. Mon pourra faire cette année aux classes passives des créanciers de l'état, n'aura lieu qu'à l'époque de Noël. C'est à nos lecteurs de décider si une pareille situation peut se prolonger, et si c'est là tout ce que l'on peut faire dans l'état de paix, de tranquillité et de prospérité où se trouve l'Espagne. (Heraldo.)

— On nous écrit de Barcelone, 9 août :

La démission du général Concha de ses fonctions de capitaine-général de la Catalogne a produit une assez vive sensation dans notre ville. Divers commentaires circulent sur les motifs qui ont pu engager le général Concha à prendre cette résolution. Ses amis politiques alléguent comme cause principale de sa démission des altercations assez vives qu'il a eues avec le général Narvaez pendant le séjour de ce dernier à Barcelone. Le général Narvaez avait amené à sa suite en Catalogne un sieur Chico, ancien agent de police, sous le comte d'Espagne à Barcelone, et qui y a laissé de sanglants souvenirs. Cet agent qui exerçait à Madrid, depuis quelque temps, les fonctions de chef de la police secrète, s'était mis en rapport avec un club ultra-moderne, organisé récemment à Barcelone. Lors des derniers soulèvements à l'occasion du recrutement, et pendant que le général Concha, à la tête de ses troupes, combattait les révoltés, le sieur Chico, sur les ordres directs du général Narvaez et d'après les indications des membres de ce club, mais en général par des sentimens de vengeance personnelle, a opéré l'arrestation de cent vingt personnes, toutes appartenant au parti progressiste. Le général Concha a demandé aussitôt la mise en liberté des prisonniers et leur jugement immédiat. Le tribunal militaire a été saisi de cette affaire, et les accusés, traduits devant ce tribunal au nombre de cent, ont été reconnus innocens et relâchés. Mais il en reste vingt qui n'ont pas été jugés. Ceux-ci, déposés par ordre du général Narvaez à bord du vaisseau le *Soberano*, ont été envoyés à Mayorque, d'où ils doivent être transportés aux Philippines.

Outre ces griels, on assure que le capitaine-général a été blessé de la destitution du chef politique, le colonel Gispert, son beau-frère, et du secrétaire de ce dernier M. Bardaxi, député au Congrès. Le nouveau chef politique, M. de Enciso, qui a pris déjà possession de son poste, a été chef politique dans la province de Soría, où on avait opéré l'arrestation du général Zurbarano.

Bourse de Madrid du 8 août.

(Cours officiel) 3 p. c. 30^e; à 60^e j. — Le 5 p. c. n'est pas coté.

Nouvelles et faits divers.

Les pluies qui ne cessent de tomber, commencent à donner de sérieuses inquiétudes pour les récoltes en Belgique. On nous écrit que dans toutes les villes et communes de la Campine, et de la province d'Anvers principalement, des prières publiques et générales ont lieu pendant plusieurs heures chaque jour. A Malines, Lierre, Herenthals, Duffel, Turnhout, etc., les hommes se rendent par masses compactes en pèlerinage à une église de village renommée particulièrement pour appeler les bénédictions du ciel sur les fruits de la terre. C'est dans la commune de Lippeloo, entre Malines et Termonde. L'affluence des pèlerins y est devenue depuis quelques jours au moins aussi considérable qu'au célèbre village de Montaigne. Pendant la nuit même les routes sont couvertes. Les femmes et les enfans et tous ceux qui ne peuvent se rendre à Lippeloo, se réunissent dans chaque paroisse avant le coucher du soleil, et parcourent jusqu'à dix et onze heures du soir les chemins des stations de la croix (*Kruisweggen*); en récitant desitanies à haute voix comme aux jours de rogations. De temps à autre l'assistance se prosterne à genoux, élevant les bras au ciel pour implorer solennellement dans cette attitude la miséricorde d'Allah. L'utile d'ajouter que, spontanément aussi, les habitans de ces campagnes se sont interdits toutes distractions, même les plus innocentes. Le jeûne est rigoureusement observé pendant les neuvaines. Des messes sont dites tous les jours, d'après les prescriptions du cardinal-archevêque de Malines.

